

Communiqué

Question d'actualité de Régis Juanico sur la crise sociale et morale

Monsieur le Premier Ministre,

Face à la mobilisation sans précédent des Français contre votre plan sur les retraites, vous opposez un mépris et une suffisance incompréhensibles. Vous restez murés dans vos certitudes en refusant d'ouvrir, enfin, un véritable dialogue avec les syndicats.

La contestation de votre politique est aujourd'hui globale. Au-delà de vos mesures injustes sur les retraites, nos concitoyens, notamment les plus modestes, ne supportent plus de devoir se serrer la ceinture, quand les plus riches sont systématiquement épargnés ou protégés par le bouclier fiscal.

A la crise économique et sociale, vous ajoutez la crise morale.

La connivence entre les grandes fortunes et le pouvoir est la marque de fabrique de votre gouvernement.

Après l'épisode du Fouquet's, la réunion des grands donateurs de l'UMP au Bristol, la collecte de fonds de M.Wauquiez, à Londres, en faveur de son micro-parti, l'affaire Woerth-Bettencourt a révélé des conflits d'intérêt en cascade.

Sept mois après avoir qualifié de « stupide » la question de mon collègue Christian Eckert sur le cumul entre ses fonctions de Ministre du Budget et de trésorier de l'UMP, M. Woerth a fini par mettre fin à cette invraisemblable confusion des genres.

Dans un instant, nous aurons à nous prononcer sur trois propositions de loi à l'initiative du groupe socialiste, radical et citoyen :

- Le premier texte vise à interdire à un membre du gouvernement d'être en même temps dirigeant d'un parti ; ce texte établit des règles claires pour prévenir les conflits d'intérêts ;
- Le second texte vise à interdire le cumul d'un mandat parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale;
- Enfin, le dernier texte, vise à renforcer les exigences de transparence financière de la vie politique

Aveuglée par son sectarisme, la majorité a refusé ces trois propositions de loi en bloc.

Ma question est simple : dans un élan de lucidité, allez-vous vous ressaisir et permettre l'adoption de textes qui vont dans le sens d'une démocratie apaisée et plus transparente, dans le sens d'une République irréprochable.